

Mouvement de grève dans les 4 centres d'encaissement des impôts social-salaires-grèves LEAD

16-09-2013 19:13:31

Pays : FRA

FRFR

FRS2824 0480 /AFP-SY93

RENNES, 16 sept 2013 (AFP) - L'activité des quatre centres nationaux d'encaissement des impôts a été perturbée lundi par un mouvement de grève, les fonctionnaires de ces services réclamant depuis plusieurs mois la réévaluation d'une prime qui n'a pas bougé depuis 2007, a-t-on appris de source syndicale.

"Nous protestons contre le fait qu'une prime, qui devait être réévaluée chaque année, ne l'a pas été depuis 2007", a indiqué à l'AFP Hervé Couvert, secrétaire départemental CGT-Finances publiques en Ile-et-Vilaine, précisant que le mouvement avait été très largement suivi dans les deux centres de Rennes, ainsi que dans ceux de Lille et Créteil.

Dans les deux centres de Rennes -dont celui qui encaisse les amendes routières-, qui comptent respectivement 45 et 35 salariés, le taux de grévistes était de 85%, a-t-il dit. Il était également de 88% à Lille et de 71, 43% (20 salariés sur 28) à Créteil, selon la CGT sur ces deux sites.

"Nous ne sommes pas nombreux mais notre mouvement a un impact très important parce qu'il touche les centres d'encaissement des impôts. Ce sont des milliards d'euros dont nous avons retardé l'encaissement", a déclaré le représentant syndical, soulignant que cette journée du 16 septembre avait été choisie car elle correspondait normalement à la date d'encaissement du solde de l'impôt. Un précédent mouvement avait été organisé en mai, à la date de versement du deuxième tiers provisionnel, a-t-il rappelé.

"Notre revendication a été déposée en mai et la direction ne nous a toujours pas répondu", a-t-il dit. Depuis jeudi, les salariés font "les horaires minimum" -la plage horaire commune-, soit cinq heures au lieu de huit. Vendredi, ils ont empêché le déchargement du camion de la Poste qui, à 06H00 du matin, venait livrer les lettres contenant les chèques, a-t-il ajouté.

Selon Laurent Perin, secrétaire départemental CGT-Finances publiques dans le Nord, il y a eu "plus de 85 % de grévistes sur Lille" lundi. "Le centre a été complètement bloqué, il n'y a pas eu d'encaissement aujourd'hui, ce qui représente un déficit d'encaissement de plusieurs dizaines de millions d'euros".

"Ce n'est pas le but des collègues, de bloquer, mais ça fait des mois qu'ils réclament l'ouverture de discussions et l'obtention d'une revalorisation de cette prime. Donc, à un moment donné, le moyen ultime, c'est ce mode d'action, c'est la grève et le blocage du centre d'encaissement", a poursuivi M. Perin.

"Demain matin (mardi), en fonction des annonces de ce soir (lundi) de la direction parisienne qui gère ce dossier, les collègues se rassembleront pour voir les modalités d'action. Il est de toute façon déjà prévu jusqu'au 20, de faire les horaires minimum pour montrer leur mécontentement", a ajouté le responsable syndical.

Dénommée "prime industrielle", car elle correspond à des emplois sur des machines, la prime en question est de 170 euros depuis 2007 alors que la direction s'était engagée à ce qu'elle soit revalorisée chaque année, a affirmé M. Couvert.

ngu-es-mcl/bma